



CHAPITRE 53

Loi sur la qualification professionnelle
des entrepreneurs de construction

[Sanctionnée le 27 juin 1975]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS ET APPLICATION

Interprétation:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

« travaux de construction »;

a) « travaux de construction »: les travaux de fondation, d'érection, d'entretien, de rénovation, de réparation, de modification et de démolition de bâtiments et d'ouvrages de génie civil exécutés sur les lieux mêmes du chantier et à pied d'œuvre, y compris les travaux préalables d'aménagement du sol;

« entrepreneur »;

b) « entrepreneur »: toute personne qui, pour autrui, exécute ou fait exécuter des travaux de construction ou fait ou présente des soumissions, personnellement ou par personne interposée, dans le but d'exécuter, à son profit, de tels travaux;

« constructeur-propriétaire »;

c) « constructeur-propriétaire »: une personne qui, pour son propre compte, exécute ou fait exécuter des travaux de construction;

« licence »;

d) « licence »: une licence délivrée en vertu de la présente loi;

« ministre »;

e) « ministre »: le ministre du travail et de la main-d'œuvre;

« Régie »;

f) « Régie »: la Régie des entreprises de construction du Québec instituée par la présente loi;

CHAPTER 53

Building Contractors Vocational
Qualifications Act

[Assented to 27 June 1975]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS AND APPLICATION

1. In this act, unless the context indicates a different meaning,

Interpretation:

(a) "construction work" means foundation, erection, maintenance, renovation, repair, alteration and demolition work on buildings and on civil engineering works carried out on the job site itself and in the vicinity thereof, including the preparatory work on the site;

"construction work";

(b) "contractor" means any person who, for another, carries out construction work or causes it to be carried out or makes or submits tenders, personally or through another person, to carry out such work for his own profit;

"contractor";

(c) "owner-builder" means a person who, for his own account, carries out construction work or causes it to be carried out;

"owner-builder";

(d) "licence" means a licence issued under this act;

"licence";

(e) "Minister" means the Minister of Labour and Manpower;

"Minister";

(f) "board" means the Régie des entreprises de construction du Québec established by this act;

"board";

« règlement »: g) « règlement »: un règlement adopté par la Régie conformément à la présente loi;

« tribunal »: h) « tribunal »: le tribunal du travail institué par le Code du travail.

Application. 2. Sous réserve des dispositions transitoires, la présente loi s'applique à tout entrepreneur.

Travaux exclus. 3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut exclure de l'application de la présente loi les catégories de travaux qu'il indique, effectués sur le territoire des municipalités de 5,000 âmes ou moins.

Travaux non visés par la loi. 4. La présente loi ne s'applique pas:

a) aux exploitations agricoles mises en valeur habituellement par l'exploitant lui-même ou par moins de trois salariés embauchés de façon continue;

b) aux travaux d'entretien et de réparation de bâtiments ou d'ouvrages de génie civil exécutés par des salariés qui font habituellement des travaux d'entretien des bâtiments ou d'ouvrages de génie civil ou qui travaillent à la production dans un établissement, embauchés directement par un employeur autre qu'un entrepreneur;

c) aux travaux de construction de canalisations d'eau, d'égouts, de pavage et de trottoirs et aux autres travaux de même nature, lorsqu'ils sont exécutés par les salariés des communautés urbaines ou régionales et des municipalités;

d) aux travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploration ou à l'exploitation d'une mine et qui sont exécutés par les salariés d'entreprises minières;

e) aux travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploitation de la forêt et qui sont exécutés par les salariés d'entreprises d'exploitation forestière;

f) aux travaux de construction de lignes de transport d'énergie exécutés par les salariés des entreprises de distribution d'électricité.

SECTION II

RÉGIE DES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC

Institution. 5. Une Régie des entreprises de construction du Québec est instituée.

(g) "regulation" means a regulation made in conformity with this act by the board;

(h) "Court" means the Labour Court established by the Labour Code.

Application. 2. Subject to the transitional provisions, this act applies to all contractors.

Exclusion of categories of work. 3. The Lieutenant-Governor in Council may exclude the categories of work indicated by him which are carried out on the territory of municipalities of 5,000 souls or less from the application of this act.

Act not to apply. 4. This act does not apply:
(a) to agricultural operations ordinarily developed by the farmer himself or by fewer than three full-time employees;

(b) to maintenance and repair work in buildings or on civil engineering works carried out by employees ordinarily employed in maintenance work in buildings or on civil engineering works or who are production workers in an establishment, who are directly employed by an employer other than a contractor;

(c) to construction work on water supply systems, sewers, paving and sidewalks and to other work of the same nature carried out by the employees of urban or regional communities and municipalities;

(d) to construction work directly related to mining exploration or operations carried out by the employees of a mining firm;

(e) to construction work directly related to forest operations, carried out by the employees of forest operations firms;

(f) to construction work on power transmission lines, carried out by the employees of electric supply firms.

DIVISION II

RÉGIE DES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC

Board established. 5. The Régie des entreprises de construction du Québec, hereinafter called "the board", is established.

Fonctions.	6. La Régie a pour fonctions de surveiller les activités des entrepreneurs de construction au Québec, et, notamment, de délivrer les licences prévues par la présente loi.	6. The functions of the board are to supervise the activities of building contractors in Québec and, in particular, to issue the licences provided for by this act.	Fonctions.
Siège social.	7. La Régie a son siège dans la Ville de Québec ou dans celle de Montréal selon que le décide le lieutenant-gouverneur en conseil par un arrêté qui entre en vigueur sur publication dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> .	7. The head office of the board is in the City of Québec or in the City of Montreal as the Lieutenant-Governor in Council may decide by an order in council which shall come into force on publication in the <i>Gazette officielle du Québec</i> .	Head office.
Bureau.	La Régie a aussi un bureau dans la ville visée au premier alinéa dans laquelle elle n'a pas son siège.	The board also has an office in the city mentioned in the first paragraph which is not the site of its head office.	Office.
Séances.	Elle peut tenir séance à tout endroit du Québec.	It may hold sittings anywhere in Québec.	Sittings.
Composition.	8. La Régie est formée de huit membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.	8. The board consists of eight members appointed by the Lieutenant-Governor in Council.	Composition.
Nomination des membres.	Trois membres sont nommés pour au plus dix ans, dont un président et un vice-président. Ils exercent tous les pouvoirs de la Régie et sont responsables de son administration dans le cadre de ses statuts et des règlements adoptés en vertu de la présente loi.	Three members including the president and the vice-president, shall be appointed for not more than ten years. They shall exercise all the powers of the board and shall be responsible for its administration within the framework of its constitution and of the regulations made by virtue of this act.	Appointment of members.
Idem.	Les cinq autres membres sont des entrepreneurs d'expérience nommés pour trois ans; ils sont désignés parmi les personnes proposées par les associations d'entrepreneurs de l'industrie de la construction les plus représentatives. Cependant, le ministre peut toujours exiger que d'autres noms lui soient proposés.	The five other members shall be experienced contractors appointed for three years; they shall be designated among the persons proposed by the most representative associations of contractors in the construction industry. However, the Minister may at any time require that other names be proposed to him.	Idem.
Droit de vote limité.	9. Les cinq membres nommés en vertu du troisième alinéa de l'article 8 siègent sans droit de vote sauf pour l'adoption des statuts de la Régie et des règlements et pour la fixation, par règlement, des honoraires exigibles pour la délivrance et le renouvellement des licences.	9. The five members appointed under the third paragraph of section 8 shall sit without the right to vote except for the adoption of the constitution of the board and the regulations, and for the fixing by regulation of the fees exigible for the issue or renewal of licences.	Voting right restricted.
Honoraires, etc.	10. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, les allocations ou le traitement ou, selon le cas, le traitement supplémentaire de chaque membre de la Régie.	10. The Lieutenant-Governor in Council shall fix the fees, allowances or salary or, as the case may be, the additional salary of each member of the board.	Fees, etc.
Fonctions continuées.	11. Les membres de la Régie restent en fonction, nonobstant l'expiration de	11. The members of the board shall remain in office, notwithstanding the ex-	Continuance of office.

leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

piry of their term, until they are reappointed or replaced.

Intérêts
prohibés.

12. Aucun des trois membres nommés en vertu du deuxième alinéa de l'article 8 ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Régie.

12. No member of the three appointed under the second paragraph of section 8 shall, on pain of forfeiture of office, have a direct or indirect interest in an enterprise that puts his personal interest in conflict with that of the board.

Interests
prohibited.

Exception.

Toutefois cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

However, such forfeiture shall not occur if such an interest devolves to him through succession or donation provided he renounces or disposes of it with all possible dispatch.

Proviso.

Remplacement
temporaire.

13. Au cas d'incapacité d'agir du président de la Régie par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président; au cas d'incapacité d'agir d'un autre membre de la Régie par suite d'absence ou de maladie, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité; cette personne est nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe ses honoraires, ses allocations, son traitement ou son traitement supplémentaire.

13. If the president of the board is unable to act by reason of absence or illness, he shall be replaced by the vice-president; if another member of the board is unable to act by reason of absence or illness, he may be replaced by a person appointed to carry out his duties while he remains unable to act; such person shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, who shall fix his fees, allowances, salary or additional salary.

Temporary
replacement.

Directeur
général.

14. Le président exerce de plein droit la fonction de directeur général de la Régie.

14. The president holds, of right, the office of general manager of the board.

General
manager.

Services
exclusifs.

15. Les trois membres nommés en vertu du deuxième alinéa de l'article 8 doivent s'occuper exclusivement du travail de la Régie et des devoirs de leurs fonctions.

15. The three members appointed under the second paragraph of section 8 shall devote their time exclusively to the work of the board and their official duties.

Full-time
work.

Quorum.

16. Le quorum de la Régie est constitué de deux des membres nommés en vertu du deuxième alinéa de l'article 8, dont le président ou, dans le cas prévu à l'article 13, le vice-président.

16. Two of the members appointed under the second paragraph of section 8, including the president or, in the case provided for in section 13, the vice-president, shall be a quorum of the board.

Quorum.

Quorum
sur
certaines
questions.

Toutefois sur toute question prévue à l'article 9, au moins trois des membres nommés en vertu du troisième alinéa de l'article 8 doivent aussi être présents.

However, on any matter contemplated in section 9, at least three of the members appointed under the third paragraph of section 8 must also be present.

Quorum
for certain
matters.

Vote
prépondérant.

Au cas d'égalité des voix, le président ou, dans le cas prévu à l'article 13, le vice-président a un vote prépondérant.

In the case of a tie-vote, the president or, in the case provided for in section 13, the vice-president shall have a casting vote.

Casting-
vote.

Décisions
sur
demandes.

17. Lorsque la Régie est saisie d'une demande, elle doit rendre par écrit une décision motivée dans les trente jours de la réception de la demande. Les décisions de la Régie font partie de ses archives.

17. When the board receives an application, it must give a written and substantiated decision within thirty days of receiving the application. Decisions of the board shall form part of its records.

Decisions
on appli-
cations.

Ordon-
nance,
etc.

Au-delà de cette période, le tribunal peut, sur requête d'une partie, rendre l'ordonnance qu'il juge nécessaire et notamment prononcer la décision qui, à son jugement, aurait dû être rendue en premier lieu.

Beyond such period, the Court, upon a motion by one of the parties, may make any order it considers necessary and, in particular, render the decision which in its opinion should have been rendered in first instance.

Orders,
etc.

Authenti-
cité des
procès-
verbaux.

18. Les procès-verbaux des séances, approuvés par la Régie et certifiés par le président ou le secrétaire, sont authentiques. Il en est de même des documents et des copies émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président ou le vice-président.

18. The minutes of the sittings, approved by the board and certified by the president or the secretary, are authentic. The same applies to documents and copies emanating from the board or forming part of its records when signed by the president or the vice-president.

Minutes,
etc., au-
thentic.

Loi appli-
cable.

La Loi de la preuve photographique de documents (Statuts refondus, 1964, chapitre 280) s'applique aux documents émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives.

The Photographic Proof of Documents Act (Revised Statutes, 1964, chapter 280) applies to documents emanating from the board or forming part of its records.

Act to
apply.

Secré-
taire, etc.

19. Le secrétaire et les autres personnes à l'emploi de la Régie sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

19. The secretary and the other persons employed by the board shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

Secretary,
etc.

Inspec-
teurs.

Il en est de même des inspecteurs nécessaires pour assurer l'observation de la présente loi et des règlements.

The same applies to the inspectors necessary to see that this act and the regulations are complied with.

Inspect-
ors.

Officiers
muni-
cipaux.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner, par règlement et selon les modalités qu'il y établit, dans les municipalités, des officiers municipaux qui ont le pouvoir de vérifier si les requérants d'un permis de construire et ceux qui exécutent ou font exécuter des travaux de construction détiennent une licence.

The Lieutenant-Governor in Council may designate, by regulation and in accordance with the terms and conditions prescribed therein, in the municipalities, municipal officers who shall have power to verify whether the applicant for a building permit and the person who carries out construction work or causes it to be carried out holds a licence.

Municipal
officers.

Pouvoirs,
etc.

Toute personne désignée en vertu de l'alinéa précédent bénéficie des mêmes pouvoirs et a les mêmes devoirs que les inspecteurs nommés en vertu de la présente loi.

Every person designated under the preceding paragraph shall have the same powers and duties as inspectors appointed under this act.

Powers,
etc.

Droit
d'entrée.

20. Les inspecteurs ont entrée à toute heure du jour ou de la nuit dans tout chantier de construction ou bâtiment afin de s'assurer de l'observation de la présente loi et des règlements.

20. The inspectors may enter on any construction site at any hour of the day or night to ascertain whether this act and the regulations are being complied with.

Right of
entry.

Droit
d'exiger
docu-
ments,
etc.

21. Les inspecteurs ont également droit d'exiger la production des licences ou autres documents requis par la loi et les règlements, ainsi que tous les renseignements qu'ils jugent nécessaires.

21. The inspectors shall also be entitled to demand that licences or other documents required by the act and the regulations be produced, as well any information they consider necessary.

Demand
for pro-
duction of
licences,
etc.

Rapport. **22.** Les inspecteurs nommés en vertu de la présente loi doivent faire rapport de leurs activités à la Régie selon les modalités établies par règlement.

Enquête de la Régie. **23.** Dans l'exercice de ses pouvoirs la Régie peut, par elle-même ou une personne qu'elle désigne, enquêter sur toute matière de sa compétence.

Pouvoirs des commissaires. La Régie, pour ses enquêtes et auditions, a les pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

Comparution des parties. Les parties, aux enquêtes et auditions de la Régie, peuvent comparaitre et plaider en personne ou par le ministère d'un avocat et y faire entendre des témoins, lesquels peuvent requérir taxe comme s'ils témoignaient devant la Cour supérieure.

Brefs de subpoena. Les brefs de subpoena pour l'assignation des témoins sont signés par le président ou le secrétaire de la Régie.

Rapport annuel. **24.** La Régie doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, soumettre au ministre un rapport de ses activités pour l'année financière précédente. Le ministre doit déposer ce rapport devant l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

22. The inspectors appointed under this act must make a report of their activities to the board in accordance with the rules established by regulation.

23. The board in exercising its powers may itself or by a person designated by it inquire into any matter within its jurisdiction.

The board has for its inquiries and hearings the powers of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commissions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

At inquiries and hearings of the board, the parties may appear and plead in person or through an advocate and present witnesses to testify; such witnesses may require taxation as if they were testifying before the Superior Court.

The writs of subpoena for the summons of witnesses shall be signed by the president or the secretary of the board.

24. Not later than 30 June each year, the board shall submit a report to the Minister of its activities for the preceding fiscal year. The Minister must table such report before the National Assembly within thirty days of receiving it if it is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.

SECTION III

LICENCES

Licences. **25.** Nul ne peut utiliser le titre d'entrepreneur de construction, ni exercer en cette qualité, s'il ne justifie de la possession d'une licence à cet effet.

Personne présumée exercer en qualité d'entrepreneur. **26.** Est présumée exercer en qualité d'entrepreneur la personne qui exécute ou fait exécuter des travaux de construction et offre en vente ou en échange le bâtiment ou l'ouvrage concerné, à moins qu'elle ne prouve que les travaux n'ont pas été exécutés dans un but de vente ou d'échange.

Idem. Est présumée exercer à titre d'entrepreneur aux fins de la présente loi, la personne qui met en chantier de nouveaux travaux de construction dans un intervalle de moins d'un an à compter de la fin des premiers travaux entrepris.

DIVISION III

LICENCES

25. No one shall use the title of building contractor nor act in such capacity unless he proves that he holds a licence to that effect.

26. Every person who carries out construction work or causes it to be carried out and offers the building or structure concerned for sale or exchange is presumed to act as a contractor unless he proves that the work was not carried out in view of sale or exchange.

Every person who commences new construction work within less than one year from the end of the first work undertaken is presumed to act as a contractor for the purposes of this act.

- Fins des travaux.** La fin des travaux s'entend, pour l'application de l'alinéa précédent, de la date à laquelle une construction est prête pour l'usage auquel elle est destinée.
- Termination of work.** The termination of the work means, for the application of the preceding paragraph, the date on which the structure is ready for the use intended.
- Contenu de la licence.** **27.** Toute licence doit indiquer les catégories et sous-catégories de travaux de construction que le titulaire est autorisé à exécuter ou à faire exécuter.
- Content of licence.** **27.** Every licence must indicate the categories and subcategories of construction work that the holder is authorized to carry out or to cause to be carried out.
- Forme de la demande.** **28.** Toute demande relative à la délivrance d'une licence est transmise à la Régie dans la forme prescrite par cette dernière; elle doit être accompagnée des documents requis et des droits exigibles.
- Form of application.** **28.** Every application relating to the issue of a licence shall be sent to the board in the form prescribed by it, and must be accompanied with the documents required and the duties exigible.
- Registre.** **29.** La Régie ou le fonctionnaire qu'elle désigne à cette fin inscrit toute demande de délivrance d'une licence dans un registre spécialement tenu à cet effet.
- Register.** **29.** The board or the officer designated by it for that purpose shall enter every application for the issue of a licence in a register specially kept for that purpose.
- Habilitation d'une société ou corporation.** **30.** Nulle société ou corporation ne peut obtenir une licence à moins d'y être habilitée par une ou plusieurs personnes physiques qui participent à sa gestion et qui possèdent les autres qualités requises en vertu de la présente loi.
- Partnership or corporation.** **30.** No partnership or corporation may obtain a licence unless it is qualified to do so through one or more physical persons who participate in its management and who possess the other qualifications required under this act.
- Qualités requises des personnes physiques.** **31.** Les personnes physiques doivent, pour pouvoir obtenir une licence ou pour habilitier à cet effet une société ou corporation:
- Qualifications of physical person for licence.** **31.** To obtain a licence or to qualify a partnership or corporation to obtain a licence, a physical person must:
- a)* démontrer à la Régie qu'elles possèdent l'expérience pertinente dans la gestion d'une entreprise de construction et dans l'exécution de travaux de construction pour se valoir la confiance du public, ou qu'elles ont l'expérience professionnelle suffisante à cet effet;
- (a)* prove to the board that he has the relevant experience in the management of a construction undertaking and in the carrying out of construction work to warrant the trust of the public or that he has sufficient vocational experience for that purpose;
- b)* établir leur solvabilité;
- (b)* establish his solvency;
- c)* avoir été exemptes de toute condamnation, dans les cinq ans précédant la demande, pour l'une des infractions prévues aux sous-paragraphes iv, v et vi du paragraphe b de l'article 43.
- (c)* be free of any conviction in respect of any offences contemplated in subparagraphs iv, v and vi of paragraph b of section 43 for the five years preceding the application.
- Majorité et langue.** **32.** Aucune personne physique ne peut habilitier une société ou corporation à obtenir une licence si elle n'est majeure et n'a une connaissance de la langue française appropriée à l'exercice du travail envisagé.
- Age and language requirement.** **32.** No physical person may qualify a partnership or a corporation to obtain a licence unless he is of full age and has a knowledge of the French language appropriate to the work envisaged.
- Restriction.** Sous réserve des paragraphes h et i de l'article 58, une même personne physique ne peut ainsi habilitier à la fois plus d'une
- Qualification restricted.** Subject to paragraphs h and i of section 58, the same physical person shall not so qualify more than one partnership or

société ou corporation ni habilitier une société ou corporation tout en étant titulaire d'une licence.

corporation at the same time nor qualify a partnership or corporation while being a licence holder.

Qualités
requises
d'une
société
ou corpo-
ration.

33. Les sociétés ou corporations doivent, pour pouvoir obtenir une licence:

a) y être habilitées par une ou plusieurs personnes physiques conformément à l'article 30;

b) établir leur solvabilité ou, dans le cas d'une société, celle de chacun de leurs membres;

c) avoir été exemptes de toute condamnation, dans les cinq ans précédant la demande, pour l'une des infractions prévues aux sous-paragraphes iv, v et vi du paragraphe b de l'article 43, la même exigence s'appliquant à leurs membres ou administrateurs, suivant qu'il s'agit de corporations ou de sociétés;

d) faire connaître à la Régie leurs structures juridiques ainsi que les noms et domicile de chacun de leurs administrateurs ou associés, suivant qu'il s'agit de corporations ou de sociétés.

33. A partnership or corporation must, to be entitled to obtain a licence:

(a) qualify for it through one or more physical persons in accordance with section 30;

(b) establish its solvency or, in the case of a partnership, the solvency of each of its members;

(c) be free of any conviction in respect of any offence contemplated in subparagraphs iv, v and vi of paragraph b of section 43 for the five years preceding the application, the same requirement applying to the partners or the directors of the partnership or corporation, as the case may be;

(d) inform the board of its legal structure and of the name and domicile of each of its directors or partners according as it is a corporation or a partnership.

Condi-
tions for
licence
to part-
nership or
corpora-
tion.

Caution-
nement
pour
garantir
parachè-
vement
des
travaux.

34. La Régie peut, lorsqu'elle juge que dans un secteur de l'industrie de la construction les propriétaires ne sont pas suffisamment protégés, exiger par règlement des catégories d'entrepreneurs qu'elle indique, lorsqu'ils demandent une licence, un cautionnement destiné à assurer que les travaux de construction seront achevés conformément aux contrats intervenus avec les propriétaires.

La Régie peut également exiger de toute personne qui demande une licence un cautionnement payable au nom du ministre des finances, dont le montant et les modalités sont déterminés par règlement, pour indemniser les propriétaires dans les cas de fraude, de malversation ou de détournement de fonds.

Ce cautionnement, s'il est constitué par un dépôt en espèces ou par des obligations au porteur, doit être déposé au siège ou au bureau de la Régie et ensuite remis par elle au ministre des finances; il est incessible et insaisissable.

Les modalités, les montants et la forme du cautionnement exigible des différentes catégories d'entrepreneurs sont déterminés par les règlements, lesquels déterminent également les cas où la Régie peut déclarer

34. When the board deems that, in a sector of the construction industry, owners are not sufficiently protected, it may by regulation require the categories of contractors indicated by it to furnish security when applying for a licence, as a guarantee that the construction work will be completed in conformity with the contracts made with the owners.

The board may also require from any person applying for a licence security payable to the Minister of Finance, the amount and the terms and conditions of which are determined by regulation, to indemnify the owner in the case of fraud or fraudulent misuse or misappropriation of funds.

If such security consists of a cash deposit or bearer debentures, it must be deposited at the head office or the other office of the board, which shall then remit it to the Minister of Finance; it shall be unassignable and unseizable.

The terms and conditions, the amounts and the forms of the security exigible from the different categories of contractors, as well as the cases where the board may declare the security forfeit, and the manner

Security
as a guar-
antee
that work
will be
com-
pleted.

Further
security
against
fraud, etc.

Deposit.

Terms
and
condi-
tions, etc.

Caution-
nement
pour in-
demnisa-
tion en
cas de
fraude,
etc.

Dépôt.

Modalités,
etc.

le cautionnement forfait et pourvoient à la façon d'en disposer.

in which it shall then be disposed of, shall be determined by regulation.

Licence temporaire.

35. La personne dont le principal établissement est situé hors du Québec et qui désire exécuter ou faire exécuter des travaux de construction au Québec doit obtenir de la Régie une licence temporaire délivrée selon les règlements et lui permettant d'exécuter ou de faire exécuter ces travaux.

35. Every person whose principal establishment is situated outside Québec and who wishes to carry out construction work or cause it to be carried out in Québec must obtain a temporary licence from the board, issued in accordance with the regulations, permitting him to carry out such construction work or to cause it to be carried out.

Temporary licence.

Élection de domicile.

Pour obtenir une licence, son maintien ou son renouvellement, le demandeur doit élire domicile au Québec.

To obtain, retain or renew a licence, the applicant must elect domicile in the province of Québec.

Election of domicile.

Cautionnement.

Le demandeur doit fournir tout cautionnement prévu à l'article 34 et se soumettre aux autres exigences de la Régie.

The applicant must furnish any security provided for in section 34 and conform to the other requirements of the board.

Security.

Mention au cas de société.

36. Lorsqu'il s'agit de sociétés ou de corporations, la licence doit faire mention du nom de la ou des personnes physiques les habilitant.

36. In the case of a partnership or corporation, the licence must mention the name of the physical person or persons through whom it qualifies.

Persons to be mentioned.

Incessibilité.

La licence est incessible.

Licences shall be untransferable.

Untransferability.

Avis de cessation de droit à une licence.

37. Le titulaire d'une licence qui cesse d'y avoir droit doit en informer par écrit la Régie dans les quinze jours suivant la date où son droit a pris fin.

37. The holder of a licence who ceases to be entitled thereto must inform the board in writing within the fifteen days following the date on which his entitlement terminates.

Notice of cessation of entitlement.

Obligation en cas de décès, etc.

En cas de décès ou d'incapacité du titulaire d'une licence, cette obligation incombe à l'exécuteur testamentaire, aux héritiers ou légataires, à l'administrateur de la succession, au représentant légal du défunt ou au curateur ou conseil judiciaire de l'incapable, suivant le cas.

In the case of the death or incapacity of the licence holder, such obligation devolves to the testamentary executor, heirs or legatees, the administrator of the estate, the legal representative of the deceased or to the curator or judicial adviser of the incapable person, as the case may be.

Obligation in case of death, etc.

Remplacement de personne habilitant titulaire.

38. La personne qui cesse d'habiter le titulaire d'une licence doit être remplacée dans les soixante jours. En cas de décès, le délai pour son remplacement est porté à trois mois.

38. The person who ceases to qualify the holder of a licence must be replaced within sixty days. In the case of death, the delay for his replacement is extended to three months.

Replacement of person ceasing to qualify.

Activités continuées.

Le titulaire d'une licence peut continuer ses activités durant cet intervalle, à moins que la Régie ne suspende sa licence en vertu d'une autre disposition de la présente loi.

The holder of a licence may carry on its activities during such interval unless the board suspends the licence under another provision of this act.

Right to carry on activities.

Id., en cas de décès.

En cas de décès, l'exécuteur testamentaire, les héritiers ou légataires, l'administrateur de la succession ou le représentant légal du défunt, selon le cas, peuvent continuer ses activités pour au plus trois mois à compter de la date du décès, à moins de suspension de la licence par la Régie en

In the case of death, the testamentary executor, the heirs or legatees, the administrator of the estate or the legal representative of the deceased, as the case may be, may carry on its activities for not more than three months from the date of death, unless the licence is suspended by the board

Id., in case of death.

vertu d'une autre disposition de la présente loi. under another provision of this act.

Avis de fusion, etc.

39. La fusion, la vente, la cession ou la modification de la raison sociale d'une entreprise ou de la composition d'une société doit être notifiée à la Régie dans les trente jours.

39. The amalgamation, sale, transfer or change of name of a firm or of partners of a partnership must be notified to the board within thirty days. Notice of amalgamation, etc.

Expiration, etc.

40. La licence expire un an après la date de sa délivrance; elle peut être renouvelée aux conditions prescrites par règlement.

40. Every licence shall expire one year after the date of its issue; it may be renewed on the conditions prescribed by regulation. Period of licence, etc.

Période moindre.

La Régie peut toutefois délivrer une licence pour une période moindre si elle juge qu'il y va de l'intérêt public ou pour des raisons d'ordre administratif.

The board may, however, issue a licence for a lesser period if it considers it in the public interest, or for administrative reasons. Lesser period.

Registre.

41. La Régie doit tenir un registre où sont inscrits les noms et adresses des titulaires de licences, ceux des personnes habitant des sociétés ou corporations ainsi que les catégories ou sous-catégories auxquelles appartiennent les licences. En outre, la Régie doit faire publier la liste des titulaires de licences chaque année dans la *Gazette officielle du Québec*. Cette publication doit avoir lieu avant la fin du mois de février.

41. The board must keep a register in which the names and addresses of licence holders and of persons qualifying partnerships or corporations shall be entered, together with the categories or subcategories to which the licences belong. In addition, the board must cause the list of licence holders to be published every year in the *Cazette officielle du Québec*. Such publication must be made before the end of the month of February. Register.

Droits perçus.

42. Les droits perçus pour la délivrance et le renouvellement des licences sont remis par la Régie au ministre des finances.

42. The duties collected for the issue and renewal of licences shall be remitted to the Minister of Finance by the board. Remittance of duties.

SECTION IV

ANNULATION ET SUSPENSION DES LICENCES

Causes de suspension ou d'annulation.

43. Sur plainte écrite, la Régie peut suspendre ou annuler toute licence s'il lui est démontré:

a) que le titulaire ne remplit plus les conditions nécessaires à la délivrance de la licence;

b) que le titulaire, l'un des administrateurs de la corporation ou l'un des membres de la société:

i. est insolvable au sens de la Loi sur la faillite (Statuts du Canada) et que cela porte atteinte à la solvabilité de la corporation ou de la société;

ii. ne satisfait pas aux exigences de la présente loi ou des règlements relatives

DIVISION IV

CANCELLATION AND SUSPENSION OF LICENCES

43. Upon a written complaint, the board may suspend or cancel any licence if it is established to its satisfaction:

(a) that the holder no longer fulfils the conditions necessary to the issue of the licence;

(b) that the holder, one of the directors of the corporation or one of the members of the partnership:

i. is insolvent within the meaning of the Bankruptcy Act (Statutes of Canada) and if the solvency of the corporation or partnership is thereby impaired;

ii. does not meet the requirements of this act or the regulations respecting the

Cancellation and suspension of licences.

aux cautionnements que doivent fournir les titulaires de licences;

iii. a enfreint la présente loi ou les règlements adoptés pour son application;

iv. a été reconnu coupable, par une cour de juridiction criminelle ayant compétence, d'une négligence criminelle qui a causé la mort ou des lésions corporelles à un travailleur;

v. a été reconnu coupable, par une cour de juridiction criminelle ayant compétence, de meurtre, de tentative de meurtre, d'homicide involontaire coupable, de vol qualifié, d'extorsion, d'incendie criminel, de vol avec effraction, de détournement de fonds, d'enlèvement, d'avoir causé intentionnellement des lésions corporelles dans l'intention de blesser, de mutiler, de défigurer une personne ou de mettre en danger la vie d'une personne, de voies de faits simples, de méfait, d'assaut infligeant des blessures corporelles, de vol, d'intimidation, de trafic de narcotiques, de fraude, de malversation ou de conspiration pour commettre un de ces actes;

vi. a été reconnu coupable à plus d'une reprise d'infractions à la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 150) ou aux règlements adoptés en vertu de ladite loi. Une telle suspension ou annulation ne peut être imposée que conformément aux règlements que la Régie peut faire pour déterminer la fréquence ou la gravité des infractions justifiant une telle suspension ou annulation.

security which licence holders must furnish;

iii. has infringed this act or the regulations adopted for its application;

iv. has been convicted by a court of competent criminal jurisdiction of criminal negligence causing death or bodily harm to a worker;

v. has been convicted, by a competent court of criminal jurisdiction, of murder, attempted murder, manslaughter, robbery, extortion, arson, breaking and entering, fraudulent conversion of funds, kidnapping, intentionally causing bodily harm with intent to wound, maim or disfigure a person or endanger the life of any person, common assault, mischief, assault that causes bodily harm, theft, intimidation, trafficking in drugs, fraud, fraudulent misappropriation or of conspiracy to commit any of such acts;

vi. has been convicted more than once of offences against the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes, 1964, chapter 150) or against the regulations adopted under the said act. Such suspension or cancellation shall be imposed only in accordance with the regulations that the board may make to determine the number or the seriousness of such offences justifying such suspension or cancellation.

Révocation à la suite de fausses déclarations.

44. La Régie peut également révoquer une licence délivrée ou renouvelée sur la foi de fausses déclarations ou de dénégation des faits de la part du titulaire.

44. The board may also cancel any licence issued or renewed on the basis of a false declaration or the distortion of facts by the holder. Cancellation for false declaration.

Demande de révision de décision.

45. Tout intéressé peut demander à la Régie de réviser toute décision qu'elle a rendue et dont il n'a pas été interjeté appel au tribunal:

45. Every interested person may request the board to revise any decision it has rendered which has not been appealed to the Court: Revision of decision.

a) pour faire valoir des faits nouveaux qui, s'ils avaient été connus en temps utile, auraient pu justifier une décision différente;

(a) to present new facts which, if they had been known in due time, could have warranted a different decision;

b) lorsque, partie au litige, elle n'a pu, pour des raisons jugées suffisantes, se faire entendre;

(b) when, being a party to the dispute, he was not able, for reasons considered sufficient, to be heard;

c) pour faire corriger une erreur matérielle.

(c) to rectify any clerical error.

Délai.	La demande à cet effet doit être adressée à la Régie, par lettre recommandée, dans les trente jours de la réception d'une copie de la décision sous pli recommandé.	The application to that effect must be sent to the board by registered letter within thirty days of the receipt of a copy of the decision by registered mail.	Delay.
Appel.	46. Tout intéressé peut en appeler au tribunal de toute décision rendue par la Régie.	46. Every interested person may appeal to the Court from any decision rendered by the board.	Appeal.
Délai et avis.	L'appel doit être formé dans les trente jours de la date à laquelle la décision a été rendue au moyen d'un avis énonçant: a) le nom et le domicile du requérant; b) la date et la nature de la décision de la Régie; c) les faits pertinents; d) les conclusions recherchées.	The appeal must be lodged within thirty days of the date of the rendering of the decision by a notice stating: (a) the name and domicile of the appellant; (b) the date and nature of the decision of the board; (c) the pertinent facts; (d) the conclusions sought.	Delay and notice.
Confirmation, etc., de décision.	47. Le tribunal siégeant en appel peut confirmer, modifier ou infirmer toute décision qui lui est soumise et rendre la décision qui, à son jugement, aurait dû être rendue en premier lieu.	47. The Court sitting in appeal may confirm, vary or quash any decision referred to it and render the decision which in its opinion should have been rendered in first instance.	Right to confirm, etc.,
Aucun appel.	Toute décision rendue par le tribunal est sans appel.	Every decision rendered by the Court is final.	Decision final.

SECTION V

FAILLITE

Effet de faillite.	48. Toute licence devient nulle du seul fait de la faillite de son titulaire.	48. Every licence shall become void by the sole fact of the bankruptcy of its holder.	Bankruptcy voids licence.
Annulation dans le cas de faillite de personne habilitant.	La Régie peut également annuler une licence dans le cas de faillite de la personne physique qui habilite le titulaire et dans le cas de faillite d'un sociétaire lorsque cela porte atteinte à la solvabilité du titulaire ou de la société selon le cas.	The board may also cancel a licence in the case of the bankruptcy of the physical person who qualifies the licence holder and in the case of the bankruptcy of a partner if the solvency of the partner or partnership, as the case may be, is thereby impaired.	Cancellation for bankruptcy of qualifying person.
Licence temporaire au syndic.	Toutefois, la Régie peut délivrer au syndic de faillite ou au liquidateur, suivant le cas, une licence temporaire l'autorisant à parachever les travaux visés par cette licence temporaire.	However, the board may issue to the trustee in bankruptcy or the liquidator, as the case may be, a temporary licence authorizing him to complete the work contemplated by such temporary licence.	Temporary licence to trustee.
Cas où une personne est réputée en faillite.	49. Pour l'application de la présente loi, une personne est en faillite lorsqu'une ordonnance de séquestre est rendue contre elle en vertu de la Loi sur la faillite (Statuts du Canada), lorsqu'elle fait une cession au sens de ladite loi, et, s'il s'agit d'une corporation, lorsqu'une ordonnance de liquidation est rendue contre elle, en vertu de la Loi concernant la liquidation	49. For the application of this act, a person is bankrupt when a receiving order is made against him under the Bankruptcy Act (Statutes of Canada), when he makes an assignment within the meaning of the said act, and, in the case of a corporation, when a winding-up order is granted against it, under the Act respecting the winding-up of insolvent companies (Statutes of Ca-	When person or corporation deemed bankrupt.

des compagnies insolvable (Statuts du Canada), pour cause d'insolvabilité au sens de ladite loi.

Période durant laquelle un failli ne peut obtenir de licence.

50. Un failli ou une personne qui est ou a été dans les trois mois précédant la faillite, administrateur de la compagnie concernée, ou membre de la société concernée, ne peut recevoir de licence avant trois ans à compter de la date de la faillite. Toutefois dans les cas où la loi pourvoit à la libération du débiteur, le délai d'interdiction prend fin lorsque la libération est effectivement obtenue, et que sont accomplies les conditions fixées par le tribunal compétent.

Idem.

Les mêmes règles s'appliquent à une société ou corporation en cas de faillite de la personne qui l'habilite à détenir une licence.

Exception.

51. Cependant, la Régie peut délivrer plus tôt une licence à une personne si la faillite est étrangère aux activités visées par la licence et n'est pas imputable à cette personne.

Délai pour infraction à la Loi sur la faillite.

52. Aucune licence ne peut être délivrée à un individu qui a été condamné à l'emprisonnement pour une infraction à la Loi sur la faillite, avant que cinq années se soient écoulées depuis la date de la condamnation.

SECTION VI

LES CONSTRUCTEURS-PROPRIÉTAIRES

Licence obligatoire.

53. Sauf dispositions contraires, tout constructeur-propiétaire doit obtenir une licence avant d'entreprendre des travaux de construction, sauf s'il fait exécuter les travaux par un entrepreneur général muni d'une licence.

« entrepreneur général ».

Un entrepreneur général s'entend, pour l'application de l'alinéa précédent, d'un entrepreneur dont l'activité principale consiste à organiser ou à coordonner des travaux de construction dont l'exécution est confiée à des personnes sous ses ordres ou des entrepreneurs.

Conditions de délivrance.

54. Cette licence s'obtient sur paiement des droits exigibles et aux autres conditions fixées par la loi et les règle-

nada), for insolvency within the meaning of the said act.

50. No bankrupt person or person who is or has been, within the three months preceding the bankruptcy, a director of the company concerned or a partner of the partnership concerned, may be granted a licence within three years from the date of the bankruptcy. However, in the cases where the law provides for the discharge of the debtor, the period of prohibition is terminated when the discharge is effectively obtained and the conditions fixed by the competent court have been met.

Period of prohibition of licence to bankrupt.

The same rules apply to a partnership or corporation in the case of the bankruptcy of the person who qualifies it to hold a licence.

Idem.

51. Nevertheless, the board may issue a licence to a person earlier if the bankruptcy is not related to the activities contemplated by the licence and is not imputable to such person.

Exception.

52. No licence may be issued to a person who has been sentenced to imprisonment for an offence against the Bankruptcy Act, before the expiry of five years from the date of the sentence.

Delay after offence to Bankruptcy Act.

DIVISION VI

OWNER-BUILDERS

53. Unless otherwise provided, every owner-builder must obtain a licence before undertaking construction work, except where he causes a licensed general contractor to execute the work.

Licence of owner-builder.

For the application of the preceding paragraph, the expression "general contractor" means a contractor whose principal activity consists of organizing or coordinating construction work entrusted to persons under his orders or to contractors to execute.

"general contractor".

54. Such licence is obtained upon payment of the duties exigible and upon such other conditions as are fixed by the act and

Condition of issue.

ments. Elle est limitée aux travaux envisagés et à leur durée.

Cas où la licence n'est pas requise.

55. Sous réserve des autres exigences de la présente loi, la licence de constructeur-propriétaire n'est pas exigible d'un individu qui exécute lui-même des travaux de construction:

a) à l'égard d'une maison destinée à être habitée exclusivement par lui et sa famille, ou

b) à l'égard d'un ouvrage autre qu'une habitation, destiné à son usage personnel ou à celui de sa famille et non visé par la Loi de la sécurité dans les édifices publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 149) ou la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 150).

Règlement sur cas non prévus.

56. La Régie peut déterminer par règlement les cas, non prévus à l'article 55, où les constructeurs-propriétaires sont exemptés de l'obligation d'obtenir une licence.

Dispositions applicables.

57. Les autres dispositions de la présente loi s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la licence visée à l'article 53.

SECTION VII

RÈGLEMENTS

Réglementation.

58. Le Régie peut édicter des règlements pour:

a) déterminer les honoraires exigibles pour la délivrance et le renouvellement des licences ainsi que les frais d'enquête à la charge des personnes qui ont fait l'objet d'une enquête;

b) former tout comité ou sous-comité consultatif;

c) déterminer les qualités que doivent posséder les personnes physiques qui habitent une société ou corporation;

d) déterminer les qualités que doivent posséder les personnes qui demandent la délivrance ou le renouvellement de licences ainsi que les conditions qu'elles doivent remplir à cet effet et les renseignements qu'elles doivent alors fournir;

e) déterminer la forme et la teneur des licences et des demandes de licences;

the regulations. It is limited to the work envisaged and to the duration of such work.

55. Subject to the other requirements of this act, an owner-builder's licence is not required of an individual who carries out construction work himself: Individuals exempted from licence.

(a) in regard to a house intended for habitation by himself and his family exclusively, or

(b) in regard to works other than a dwelling intended for his personal use or that of his family and not contemplated by the Public Buildings Safety Act (Revised Statutes, 1964, chapter 149) or the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes, 1964, chapter 150).

56. The board may, by regulation, determine the cases not provided for in section 55 where owner-builders shall be exempt from the obligation of obtaining a licence. Regulation of cases not provided.

57. The other requirements of this act apply *mutatis mutandis* to the licence contemplated in section 53. Other requirements to apply.

DIVISION VII

REGULATIONS

58. The board may make regulations: Regulations of board.

(a) to determine the fees exigible for the issue and renewal of licences and the investigation costs payable by persons concerning whom an investigation has been made;

(b) to form any advisory committee or subcommittee;

(c) to determine the qualifications required of a physical person qualifying a partnership or a corporation;

(d) to determine the qualifications required of a person applying for the issue or renewal of a licence and the conditions he must fulfil for such purpose and the information he must then furnish;

(e) to determine the form and tenor of licences and licence applications;

f) déterminer les renseignements qui peuvent être exigés des titulaires de licences;

g) déterminer les catégories de licences, notamment les licences d'entrepreneur général et d'entrepreneur spécialisé, et les sous-catégories de même que les conditions et les restrictions relatives à chaque catégorie ou sous-catégorie;

h) permettre aux individus d'habilitier plus d'une société ou corporation à obtenir une licence;

i) permettre aux individus de détenir une licence tout en habilitant une société ou une corporation à obtenir une licence;

j) déterminer la forme et le contenu des rapports que les inspecteurs doivent faire à la Régie;

k) déterminer les cas où, sous réserve de l'article 55, les constructeurs-propriétaires sont exemptés de l'obligation d'obtenir une licence;

l) déterminer les cas où un cautionnement est exigé des catégories d'entrepreneurs qu'elle indique, lorsqu'ils demandent une licence, fixer les modalités, les montants et la forme du cautionnement exigible des différentes catégories d'entrepreneurs et déterminer les cas où elle peut déclarer le cautionnement forfait ainsi que pourvoir à la façon dont il en est alors disposé.

(f) to determine the information which may be required from licence holders;

(g) to determine the categories of licences, in particular general contractor's and specialized contractor's licences, and the subcategories of licences, and the conditions and restrictions relating to each category and subcategory;

(h) to allow an individual to qualify more than one partnership or corporation to obtain a licence;

(i) to enable individuals to hold a licence while qualifying a partnership or a corporation to obtain a licence;

(j) to determine the form and tenor of the reports which the inspectors must make to the board;

(k) to determine, subject to section 55, the cases where owner-builders are exempt from obtaining a licence;

(l) to determine the cases where the categories of contractors indicated by it must furnish security when applying for a licence, fix the terms and conditions, the amounts and the form of the security exigible from the various categories of contractors, determine the cases where the board may declare the security forfeit and provide the manner in which it shall then be disposed of.

Demande d'approbation.

59. Les règlements sont transmis au ministre et soumis à l'approbation, avec ou sans modification, du lieutenant-gouverneur en conseil.

59. The regulations shall be forwarded to the Minister and submitted, with or without amendment, to the Lieutenant-Governor in Council for approval.

Submitting regulations for approval.

Publication de projets de règlements.

60. Tout règlement, avant d'être approuvé, doit être précédé d'un projet publié dans la *Gazette officielle du Québec*, avec un avis spécifiant que toute objection à son approbation doit être formulée dans les trente jours.

60. Before receiving approval, every regulation must be preceded by a draft published in the *Gazette officielle du Québec* with a notice specifying that any objection to the approval of the regulation must be made within thirty days.

Draft to be published, etc.

Enquête.

61. Le ministre peut ordonner la tenue d'une enquête sur le bien-fondé de toute objection formulée à la suite de l'avis prévu à l'article 60.

61. The Minister may order the holding of an inquiry into the merits of any objection filed pursuant to the notice provided in section 60.

Inquiry.

Approbation.

62. Après expiration du délai précité ou, le cas échéant, après la tenue de l'enquête précitée, le lieutenant-gouverneur en

62. After the aforementioned delay has expired, or after the aforementioned inquiry has been held, as the case may be,

Approval.

conseil approuve, avec ou sans modification, le règlement.

the Lieutenant-Governor in Council shall approve the regulation, with or without amendment.

Entrée en vigueur.

63. Les règlements entrent en vigueur sur publication d'un avis de leur approbation dans la *Gazette officielle du Québec* ou à compter de toute date ultérieure qui y est mentionnée.

63. The regulations shall come into force on publication of a notice of their approval in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date mentioned therein.

Coming into force.

Adoption, etc., par lt.-g. en conseil.

64. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi adopter lui-même, abroger ou modifier tout règlement quand il est d'avis que l'intérêt public l'exige.

64. The Lieutenant-Governor in Council may also make regulations himself and repeal or amend any regulation when he considers that the public interest demands it.

Regulation of Lt.-Gov. in Council.

Dispositions applicables.

Les articles 60, 61, 62 et 63 s'appliquent *mutatis mutandis* à tout règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu des articles 3 et 77 et du présent article.

Sections 60, 61, 62 and 63 apply *mutatis mutandis* to every regulation made by the Lieutenant-Governor in Council under sections 3 and 77 and this section.

Provisions to apply.

Documents confidentiels.

65. Sous réserve de l'article 41, les documents et autres renseignements fournis par le demandeur ou le titulaire d'une licence en vertu de la présente loi et des règlements sont confidentiels.

65. Subject to section 41, the documents and other information furnished by the applicant or the holder of a licence under this act and the regulations are confidential.

Documents confidential.

SECTION VIII

INFRACTIONS ET PEINES

Infraction et peine.

66. Commet une infraction la personne qui :

a) fait une fausse déclaration lors d'une demande de délivrance d'une licence;
b) fait une fausse entrée dans un registre, falsifie un document prescrit par la présente loi, ou fait usage d'une telle entrée ou d'un tel document, alors qu'elle en connaît la fausseté;

c) entrave ou tente d'entraver un inspecteur ou toute autre personne, manque de se conformer à un ordre reçu ou autrement met obstacle à l'exercice de leurs fonctions en vertu de la présente loi;

d) viole une prescription de la présente loi ou d'un règlement adopté sous son autorité.

66. Every person is guilty of an offence who :

(a) makes a false declaration in an application for the issue of a licence;
(b) makes a false entry in a register, falsifies a document prescribed by this act, or uses such an entry or such a document when he knows it is false;

(c) hinders or attempts to hinder an inspector or any other person, fails to comply with an order received or otherwise prevents them from carrying out their duties under this act;

(d) infringes a prescription of this act or of a regulation made thereunder.

Offence and penalty.

Idem.

67. Commet une infraction le titulaire d'une licence qui :

a) abandonne ou interrompt sans motif légitime des travaux de construction en cours, causant par là préjudice aux intéressés;

67. Every holder of a licence is guilty of an offence who :

(a) ceases or interrupts, without legitimate reason, construction work in progress, so causing prejudice to the interested persons;

Idem.

b) par suite de fraude, de malversation ou de détournement de fonds de sa part, cause un dommage à autrui;

c) sert de prête-nom à une tierce personne qui ne possède pas de licence afin que cette dernière exécute ou fasse exécuter des travaux de construction.

Infraction
et peine.

68. Quiconque commet une infraction prévue aux articles 66 et 67 est passible, si aucune autre pénalité n'est prévue pour cette infraction, en outre du paiement des frais:

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au plus \$500;

b) dans le cas d'une corporation, d'une amende d'au plus \$1,000;

c) pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende dont le montant doit être égal au double du maximum des amendes prévues aux paragraphes a et b, selon le cas.

Idem.

69. Quiconque enfreint l'article 25 ou l'article 53 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais:

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$1,000;

b) dans le cas d'une corporation, d'une amende d'au moins \$1,000 et d'au plus \$2,000.

Personne
partie
à l'in-
fraction.

70. Est partie à une infraction et passible de la peine prévue au même titre que la personne qui la commet, toute personne qui aide à la commettre ou conseille de la commettre.

Directeur,
etc.,
réputé
coupable.

Lorsqu'une infraction est commise par une corporation, est coupable de l'infraction le directeur, l'administrateur, le dirigeant ou le gérant qui, de quelque manière, approuve l'acte qui constitue l'infraction ou qui y acquiesce.

Licence
annulée
par
cession,
etc.

71. Toute cession d'une licence contrairement à l'article 36 ou toute violation ou omission de se conformer aux articles 37, 38 et 39 annule de plein droit la licence ou la licence temporaire selon le cas.

En outre, le contrevenant est passible des pénalités prévues par la présente loi.

Péna-
lités.

Pour-
suites
som-
maires.

72. Les peines prévues par la présente loi sont imposées sur poursuite sommaire,

(b) by fraud, or by fraudulent misuse or misappropriation of funds on his part, causes damage to other persons;

(c) lends his name to a third person who does not hold a licence in order that such person carry out construction work or cause it to be carried out.

Offence
and
penalty.

68. Every person who is guilty of an offence contemplated in sections 66 and 67 is liable, if no other penalty is provided for such offence, in addition to payment of the costs:

(a) in the case of an individual to a fine of not more than \$500;

(b) in the case of a corporation to a fine of not more than \$1,000;

(c) for every subsequent offence within two years, to a fine the amount of which must be equal to twice the maximum fine provided for in paragraph a or b, as the case may be.

Idem.

69. Every person who infringes section 25 or 53 is guilty of an offence and liable in addition to payment of the costs:

(a) in the case of an individual, to a fine of not less than \$500 nor more than \$1,000;

(b) in the case of a corporation, to a fine of not less than \$1,000 nor more than \$2,000.

Person
aiding,
etc.,
deemed
party.

70. Every person who aids in or counsels the committing of any offence is a party thereto and liable to the same penalty as that provided for the person who commits the offence.

Director,
etc.,
deemed
guilty.

When a corporation is guilty of an offence, every director, administrator, officer or manager who, in any manner, approves the act constituting the offence or acquiesces therein is guilty of the offence.

Cancel-
lation
of right
for contra-
ventions.

71. Every transfer of a licence in contravention to section 36, every contravention of or failure to comply with section 37, 38 or 39 shall of right cancel the licence or the temporary licence, as the case may be.

In addition, the contravener is liable to the penalties provided by this act.

Penalties.

72. The penalties provided by this act shall be imposed upon summary pro-

Proceed-
ings.

suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35).

Poursuites.

La deuxième partie de ladite loi s'applique à ces poursuites.

Poursuites pénales.

73. Les poursuites pénales en vertu de la présente loi sont intentées par la Régie ou par une personne autorisée par elle à cette fin.

Amendes.

Les amendes prévues par la présente loi sont versées au fonds consolidé du revenu.

Preuve non admise.

74. Aucune preuve n'est recevable pour établir qu'une enquête a été faite ou une poursuite intentée à la suite d'une plainte ou pour en identifier l'auteur.

Actions civiles.

75. Outre les poursuites pénales prévues ci-dessus, une action peut être intentée par la Régie ou une personne autorisée par elle à cette fin devant un tribunal de juridiction civile compétent pour recouvrer les droits payables en vertu de la présente loi et des règlements.

ceedings, in accordance with the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35).

Part II of the said act applies to such proceedings.

73. Every penal proceeding under this act shall be instituted by the board or a person authorized by it for such purpose.

The fines provided for by this act shall be paid into the consolidated revenue fund.

74. No evidence is admissible to establish that an investigation has been made or a proceeding instituted following a complaint or to identify the author thereof.

75. In addition to the penal proceedings provided for hereinabove, an action may be instituted by the board or a person authorized by it for such purpose before a competent court of civil jurisdiction in recovery of the duties payable under this act and the regulations.

SECTION IX

DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

Loi non applicable à certaines corporations avant 1980.

76. La présente loi ne s'applique aux personnes qui doivent être membres de la Corporation des maîtres électriciens du Québec visée au chapitre 153 des Statuts refondus, 1964, et de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec visée au chapitre 155 des Statuts refondus, 1964, qu'à compter du 1^{er} avril 1980 ou de toute date antérieure fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Exemption de licence.

77. Nonobstant toute disposition contraire d'une autre loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut par règlement exempter de l'obligation de détenir une licence en vertu de la Loi des électriciens et installations électriques (Statuts refondus, 1964, chapitre 152) ou de la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus, 1964, chapitre 154) toute personne qui n'est pas visée à l'article 76.

DIVISION IX

MISCELLANEOUS, TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

76. This act shall apply to the persons who must be members of the Corporation of Master Electricians of Québec contemplated in chapter 153 of the Revised Statutes, 1964, and of the Corporation of Master Pipe-Mechanics of Québec contemplated in chapter 155 of the Revised Statutes, 1964, only from 1 April 1980 or from any earlier date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

77. Notwithstanding any provision of any other act inconsistent herewith, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, exempt from the obligation of holding a licence under the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 152) or the Pipe-Mechanics Act (Revised Statutes, 1964, chapter 154) any person not contemplated in section 76.

Entrepreneur détenant une licence habilité à obtenir une nouvelle licence.

78. Tout entrepreneur visé à l'article 76 ou à l'article 77 qui détient une licence en vertu de la Loi des électriciens et installations électriques (Statuts refondus, 1964, chapitre 152) ou la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus, 1964, chapitre 154) a droit, à compter de la date de son assujettissement à la présente loi, d'obtenir de la Régie, sur demande et après paiement des droits exigibles, une licence appropriée à la catégorie et sous-catégorie de travaux correspondante.

Droit d'autres entrepreneurs d'obtenir une licence.

79. Tout entrepreneur autre que ceux visés à l'article 76 ou à l'article 77 qui a transmis à la Commission de l'industrie de la construction, dans les douze mois précédant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, un rapport mensuel conformément à la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1968, chapitre 45) et dont le nom apparaît sur une liste fournie à cette fin par la Commission à la demande de la Régie a droit, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, d'obtenir de la Régie, sur demande et après paiement des droits exigibles, une licence appropriée à la catégorie et sous-catégorie de travaux de construction qu'il exécutait généralement avant la date d'entrée en vigueur.

Délai de demande de licence.

Toutefois, ces entrepreneurs doivent en faire la demande par écrit à la Régie dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Disposition applicable.

80. Nonobstant les articles 76, 77 et 79, tout entrepreneur est assujéti à l'article 34 dès la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Délai pour fournir cautionnement.

Toutefois, ces entrepreneurs ont un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi pour fournir tel cautionnement.

Entrepreneurs non visés par aa. 78 et 79.

81. Les articles 78 et 79 ne s'appliquent pas à un entrepreneur:

a) qui a fait faillite au sens de l'article 49 et qui n'a pas été libéré avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi ou, dans le cas de l'article 76, avant le 1^{er} avril 1980 ou toute date antérieure fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil ou, dans le cas prévu à l'article 77,

78. Every contractor contemplated in section 76 or in section 77 who holds a licence under the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 152) or under the Pipe-Mechanics Act (Revised Statutes, 1964, chapter 154) is entitled, from the date he becomes subject to this act, to obtain from the board, upon application and after payment of the duties exigible, a licence appropriate to the corresponding category and subcategory of work.

Contractor licensed under acts entitled to licence.

79. Every contractor other than those contemplated in section 76 or in section 77 who has forwarded to the Construction Industry Commission, within the twelve months preceding the date of the coming into force of this act, a monthly report in accordance with the Construction Industry Labour Relations Act (1968, chapter 45) and whose name appears on a list furnished for that purpose by the Commission on a request by the board is entitled, from the date of the coming into force of this act, to obtain from the board, upon application and after payment of the duties exigible, a licence appropriate to the category and subcategory of construction work that he was generally carrying out before the date of the coming into force.

Other contractors entitled to licence.

However, such contractors must apply therefor in writing to the board within six months of the coming into force of this act.

Delay to apply.

80. Notwithstanding sections 76, 77 and 79, every contractor is subject to section 34 from the date of the coming into force of this act.

Provision to apply.

However, such contractor shall have a delay of one year from the date of the coming into force of this act to furnish such security.

Delay to furnish security.

81. Sections 78 and 79 do not apply to a contractor:

(a) who was bankrupt within the meaning of section 49 and who was not discharged before the date of the coming into force of this act or, in the case of section 76, before 1 April 1980 or any earlier date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council or, in the case provided for

Provisions not to apply to certain contractors.

avant la date de son assujettissement à la présente loi;

b) qui a, ou dont un de ses administrateurs ou associés a, au cours des cinq années précédant la date d'entrée en vigueur de la présente loi ou, dans le cas de l'article 76, le 1^{er} avril 1980 ou toute date antérieure fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil ou, dans le cas prévu à l'article 77, avant la date de son assujettissement à la présente loi, été déclaré coupable de négligence criminelle qui a causé la mort ou des lésions corporelles à un travailleur, de fraude, de malversation ou de détournement de fonds;

c) qui est sous le coup d'un jugement non satisfait pour dettes contractées dans l'exécution d'une entreprise de construction.

in section 77, before the date he became subject to this act;

(b) who was, or one of whose directors or partners was, during the five years preceding the date of the coming into force of this act or, in the case of section 76, 1 April 1980 or any earlier date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council or, in the case provided for in section 77, before the date he became subject to this act, convicted of criminal negligence causing death or bodily harm to a worker or of fraud or fraudulent misuse or misappropriation of funds;

(c) who is not liberated from a judgment for debts incurred in the carrying out of construction work.

Licence non exigible pour travaux antérieurs.

82. Aucune licence n'est exigible à l'égard des travaux de construction d'un ouvrage ou bâtiment commencés par un constructeur-propriétaire avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi et terminés dans les six mois de cette date.

82. No licence shall be exigible in regard to construction work on any works or building commenced by an owner-builder before the date of the coming into force of this act and terminated within six months of such date.

No licence for prior works.

S.R., c. 152, titre remp.

83. Le titre de la Loi des électriciens et installations électriques (Statuts refondus, 1964, chapitre 152) est remplacé par le suivant:

83. The title of the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 152) is replaced by the following:

R.S., c. 152, title replaced.

« Loi sur les installations électriques ».

“An Act respecting electrical installations”.

Id., a. 2, mod.

84. L'article 2 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 52 des lois de 1965 (1^{re} session) et par l'article 65 du chapitre 51 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

84. Section 2 of the said act, amended by section 1 of chapter 52 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 65 of chapter 51 of the statutes of 1969, is again amended:

Id., s. 2, am.

a) par le remplacement du paragraphe 5^o par le suivant:

(a) by replacing paragraph 5 by the following:

« maître électricien »; « entrepreneur électricien »;

« 5^o Les mots « maître électricien » et « entrepreneur électricien » signifient toute personne qui, pour autrui, exécute ou fait exécuter des travaux d'installation électrique, ou des travaux de réfection, de modification ou de réparation d'installations électriques; »;

“(5) The words “master electrician” and “contracting electrician” mean a person who, for another, carries out, or causes to be carried out, electrical installation work, or renovation, alteration or repair work on electrical installations;”;

“master electrician”; “contracting electrician”;

b) par le remplacement du paragraphe 8^o par le suivant:

(b) by replacing paragraph 8 by the following:

« licence »;

« 8^o Le mot « licence » signifie une licence délivrée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepre-

“(8) The word “licence” means a licence issued under the Building Contractors Vocational Qualifications Act (1975, chapter

“licence”;

neurs de construction (1975, chapitre 53) et autorisant la personne qui en est munie à agir à titre de maître électricien; ».

53) authorizing the person who is the holder thereof to act as a master electrician;”.

S.R., c.
152, s. 4,
remp.

85. L'article 4 de ladite loi est remplacé par le suivant:

85. Section 4 of the said act is replaced by the following:

R.S., c.
152, s. 4,
replaced.

Autorisation
requise.

« **4.** Toute personne désirant faire des travaux d'installation électrique, soit comme additions ou modifications à une installation électrique existante ou comme installation électrique nouvelle doit, avant de commencer les travaux, obtenir une autorisation du bureau des examinateurs; cette autorisation n'est délivrée qu'à un entrepreneur électricien muni d'une licence. Cette autorisation doit être affichée à l'endroit des travaux, dans un lieu visible et accessible. »

“**4.** Every person wishing to do electrical installation work, whether to make additions or alterations to existing electrical installations or to make new electrical installations, must, before commencing the work, obtain an authorization from the board of examiners; no such authorization shall be issued except to a contracting electrician holding a licence. Such authorization must be posted up where the work is being carried out, in a conspicuous and accessible place.”

Authoriza-
tion
required.

S.R., c.
152, a. 5,
ab.

86. L'article 5 de ladite loi, modifié par l'article 66 du chapitre 51 des lois de 1969, est abrogé.

86. Section 5 of the said act, amended by section 66 of chapter 51 of the statutes of 1969, is repealed.

R.S., c.
152, s. 5,
repealed.

Id., a. 8,
mod.

87. L'article 8 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots et chiffres « licences prévues à l'article 21 » par les mots et chiffres « autorisations prévues à l'article 4 ».

87. Section 8 of the said act is amended by replacing the words and figure “licenses provided for by section 21” in the third and fourth lines by the words and figure “authorizations provided for by section 4”.

Id., s. 8,
am.

Id., a. 15,
remp.

88. L'article 15 de ladite loi est remplacé par le suivant:

88. Section 15 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 15,
replaced.

Pouvoirs
d'un ins-
pecteur,
etc.

« **15.** Tout inspecteur nommé en vertu de la présente loi ainsi que tout membre de la Sûreté du Québec peut, s'il a raison de croire qu'une infraction a été commise à la présente loi dans l'exécution de travaux qu'elle vise, ordonner l'arrêt immédiat de ces travaux; il doit en aviser aussitôt le bureau des examinateurs. »

“**15.** Any inspector appointed under this act and any member of the Québec Police Force, if he has reason to believe a contravention to this act has been committed in the carrying out of work contemplated by it, may order the immediate stoppage of work; he must notify the board of examiners of the fact without delay.”

Powers of
inspector,
etc.

S.R., c.
152, a. 20,
mod.

89. L'article 20 de ladite loi, modifié par l'article 68 du chapitre 51 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

89. Section 20 of the said act, amended by section 68 of chapter 51 of the statutes of 1969, is again amended:

R.S., c.
152, s. 20,
am.

a) par le remplacement des paragraphes 2° à 5° par les suivants:

(a) by replacing paragraphs 2 to 5 by the following:

« **4°** Percevoir les honoraires, tenir des registres, diriger les travaux des inspecteurs électriciens et voir, en général, aux détails d'administration du bureau des examinateurs;

“(4) To collect fees, keep registers, direct the work of the inspector-electricians and, generally, attend to the administrative details of the board of examiners;

« 5° Délivrer les autorisations visées à l'article 4; »;

b) par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, du mot « licence » par le mot « autorisation »;

c) par la suppression du troisième alinéa.

S.R., c.
152, sec.
iv, aa.
21, 23-26,
ab.

90. Est abrogée la section IV de ladite loi, comprenant :

a) l'article 21, modifié par l'article 2 du chapitre 52 des lois de 1965 (1^{re} session) et remplacé par l'article 69 du chapitre 51 des lois de 1969;

b) l'article 23;

c) l'article 24, remplacé par l'article 71 du chapitre 51 des lois de 1969;

d) l'article 25, remplacé par l'article 3 du chapitre 52 des lois de 1965 (1^{re} session);

e) l'article 26.

Id.,
a. 27,
remp.

91. L'article 27 de ladite loi, modifié par l'article 72 du chapitre 51 des lois de 1969, est remplacé par le suivant :

Hono-
raires.

« **27.** Le bureau des examinateurs a seul le droit de percevoir les honoraires fixés pour l'approbation des plans, l'inspection des installations électriques et la délivrance d'autorisations dans cette province. »

S.R., c.
152, a. 29,
remp.

92. L'article 29 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Percep-
tion des
hono-
raires.

« **29.** Les honoraires pour approbation de plans, les honoraires d'inspection et de délivrance d'autorisations et les amendes imposées par la Cour sont perçus par le bureau des examinateurs et payés au ministre des finances. »

S.R., c.
152, sec.
vi, aa. 30,
32, 33, ab.

93. La section VI de ladite loi, comprenant les articles 30, 32 et 33, est abrogée.

Id., a. 34,
mod.

94. L'article 34 de ladite loi, modifié par l'article 74 du chapitre 51 des lois de 1969, est de nouveau modifié :

a) par le remplacement de tout ce qui précède le paragraphe 1^o par ce qui suit :

“(5) Issue the authorizations contemplated in section 4;”;

(b) by replacing the word “license” in the second line of the second paragraph by the word “authorization”;

(c) by striking out the third paragraph.

90. Division IV of the said act, comprising

(a) section 21, amended by section 2 of chapter 52 of the statutes of 1965 (1st session) and replaced by section 69 of chapter 51 of the statutes of 1969,

(b) section 23,

(c) section 24, replaced by section 71 of chapter 51 of the statutes of 1969,

(d) section 25, replaced by section 3 of chapter 52 of the statutes of 1965 (1st session), and

(e) section 26,
is repealed

R.S., c.
152, Div.
iv, ss.
21, 23-26,
repealed.

91. Section 27 of the said act, amended by section 72 of chapter 51 of the statutes of 1969, is replaced by the following :

Id.,
s. 27,
replaced.

“**27.** The board of examiners alone has the right to collect the fees fixed for the approval of plans, the inspection of electrical installations and the issue of authorizations in this Province.”

Fees.

92. Section 29 of the said act is replaced by the following :

R.S., c.
152, s. 29,
replaced.

“**29.** The fees for the approval of plans, the fees for inspection and for the issue of authorizations and the fines imposed by the courts shall be collected by the board of examiners and paid to the Minister of Finance.”

Collection
of fees.

93. Division VI of the said act, comprising sections 30, 32 and 33, is repealed.

R.S., c.
152,
Div. vi,
ss. 30, 32,
33, re-
pealed.

94. Section 34 of the said act, amended by section 74 of chapter 51 of the statutes of 1969, is again amended :

(a) by replacing everything preceding paragraph 1 by the following :

Id., s. 34,
am.

Peines.

« **34.** Les personnes suivantes sont passibles, en sus des frais, dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus quatre cents dollars, dans le cas d'une corporation, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus mille dollars; et pour toute récidive dans les deux ans, en sus des frais, d'une amende dont le montant ne doit pas être inférieur ni supérieur au double des amendes prévues ci-dessus dans le cas d'un individu ou d'une corporation selon le cas: »;

b) par la suppression du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1°;

c) par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du sous-paragraphe *d* du paragraphe 1°, des mots « le permis prévu » par les mots « l'autorisation prévue »;

d) par le remplacement, dans la première ligne du sous-paragraphe *e* du paragraphe 2°, des mots « le permis » par les mots « l'autorisation ».

S.R., c.
152, a. 35,
ab.

95. L'article 35 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 38,
mod.

96. L'article 38 de ladite loi est modifié:

a) par la suppression, dans la première ligne, des mots « ou licence »;

b) par la suppression, dans la quatrième ligne, des mots « ou licences ».

Id., a. 39,
remp.

97. L'article 39 de ladite loi, remplacé par l'article 76 du chapitre 51 des lois de 1969, est de nouveau remplacé par le suivant:

Suspend-
sion de
licences.

« **39.** Lorsque le détenteur d'une licence omet de faire les modifications d'une installation électrique exécutée contrairement aux règlements, le bureau des examinateurs doit en faire rapport à la Régie instituée par la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (1975, chapitre 53) qui peut suspendre la licence du contrevenant. »

S.R., c.
152, a. 42,
mod.

98. L'article 42 de ladite loi est modifié par la suppression, dans les cinquième et

Penalties.

“**34.** The following persons are liable, in addition to the costs, to a fine of not less than one hundred dollars nor more than four hundred dollars, in the case of an individual, and to a fine of not less than two hundred dollars nor more than one thousand dollars, in the case of a corporation; and for any subsequent offence within two years, in addition to the costs, to a fine the amount of which must not be less nor more than twice the fines provided hereinabove in the case of an individual or a corporation, as the case may be:”;

(b) by striking out subparagraph *a* of paragraph 1;

(c) by replacing the word “permit” in the third line of subparagraph *d* of paragraph 1 by the word “authorization”;

(d) by replacing the word “permit” in the first line of subparagraph *e* of paragraph 2 by the word “authorization”.

95. Section 35 of the said act is repealed.

R.S., c.
152, s. 35,
repealed.

96. Section 38 of the said act is amended:

Id., s. 38,
am.

(a) by striking out the words “or license” in the first line;

(b) by striking out the words “license and” in the fourth line.

97. Section 39 of the said act, replaced by section 76 of chapter 51 of the statutes of 1969, is again replaced by the following:

Id., s. 39,
replaced.

“**39.** Where the holder of a licence fails to make alterations to electrical installations executed in contravention to the regulations, the board of examiners must report it to the board established by the Building Contractors Vocational Qualifications Act (1975, chapter 53), which may suspend the licence of the contravener.”

Suspend-
sion of
license.

98. Section 42 of the said act is amended by striking out the words “hold the

R.S., c.
152, s. 42,
am.

sixième lignes, des mots « possèdent des licences and'' in the fifth line. licences et ».

S.R., c.
152, a. 47,
mod.
Portée
des règle-
ments.

99. L'article 47 de ladite loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Ces règlements peuvent notamment déterminer la forme et la teneur des certificats et autorisations prévus par la présente loi et les conditions auxquelles ils sont délivrés. Ils peuvent aussi décréter que le Code électrique national (*National Electrical Code*) ou le Code électrique canadien (*Canadian Electrical Code*) serve de base d'application de la présente loi; le bureau des examinateurs peut, avec l'approbation du ministre, modifier le code ainsi rendu applicable. »

S.R., c.
153, a. 1,
mod.

100. L'article 1 de la Loi des maîtres électriciens (Statuts refondus, 1964, chapitre 153), modifié par l'article 77 du chapitre 51 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du sous-paragraphe c du paragraphe 7° par le suivant:

« c) pour autrui, exécute ou fait exécuter des travaux d'installation électrique, ou des travaux de réfection, de modification ou de réparation d'installations électriques; »;

b) par le remplacement du sous-paragraphe g du paragraphe 7° par le suivant:

« g) détient une licence délivrée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (1975, chapitre 53) et autorisant la personne qui en est munie à agir à titre de maître électricien; »;

c) par la suppression du paragraphe 12°.

S.R., c.
153, a. 9,
remp.

101. L'article 9 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Buts.

« 9. Le but de la corporation est d'augmenter la compétence et l'habileté de ses membres en vue d'assurer au public une plus grande sécurité, de réglementer leur discipline et leur conduite dans le métier, de faciliter et d'encourager leurs études, de leur permettre de discuter les questions les intéressant et de rendre en général à ses membres tous les services dont ils peuvent avoir besoin. »

99. Section 47 of the said act is amended by adding the following paragraph:

“Such regulations shall, in particular, determine the form and tenor of the certificates and authorizations provided for by this act and the conditions of their issue. They may also decree that the National Electrical Code or the Canadian Electrical Code be used as the basis for the application of this act; the board of examiners, with the approval of the Minister, may amend the code so made to apply.”

R.S., c.
152, s. 47,
am.
Object of
regula-
tions.

100. Section 1 of the Master Electricians Act (Revised Statutes, 1964, chapter 153), amended by section 77 of chapter 51 of the statutes of 1969, is again amended:

R.S., c.
153, s. 1,
am.

(a) by replacing subparagraph c of paragraph 7 by the following:

“(c) for another, carries out, or causes to be carried out, electrical installation work, or renovation, alteration or repair work on electrical installations;”;

(b) by replacing subparagraph g of paragraph 7 by the following:

“(g) holds a licence issued under the Building Contractors Vocational Qualifications Act (1975, chapter 53) authorizing the person who is the holder thereof to act as a master electrician;”;

(c) by striking out paragraph 12.

101. Section 9 of the said act is replaced by the following:

R.S., c.
153, s. 9,
replaced.

“9. The object of the corporation is to increase the proficiency and ability of its members so as to assure to the public greater security, to regulate their discipline and business conduct, to facilitate and promote their studies, to enable them to discuss questions of interest to them and to render to its members generally all the services they may need.”

Object.

S.R., c. 153, a. 12, mod. **102.** L'article 12 de ladite loi est modifié:

a) par la suppression du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1°;

b) par la suppression, dans la première ligne du sous-paragraphe *c* du paragraphe 1°, des mots « la qualification, la compétence, »;

c) par la suppression du sous-paragraphe *d* du paragraphe 1°;

d) par la suppression, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe *e* du paragraphe 1°, des mots « et d'examen ».

Id., a. 17, ab. **103.** L'article 17 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 18, ab. **104.** L'article 18 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 32, mod. **105.** L'article 32 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant:

« *f*) aux propriétaires d'édifices publics au sens de la Loi des électriciens et installations électriques pour les travaux de réfection, de modification ou de réparation, dans leurs édifices; ».

S.R., c. 154, titre, remp. **106.** Le titre de la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus, 1964, chapitre 154) est remplacé par le suivant:

« Loi sur les installations de tuyauterie ».

Id., a. 2, mod. **107.** L'article 2 de ladite loi, modifié par l'article 78 du chapitre 51 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement dans le paragraphe 2° de tout ce qui précède le sous-paragraphe *a* par ce qui suit:

« *entrepreneur* »: « 2° Le mot « entrepreneur » signifie une personne qui, pour autrui, exécute ou fait exécuter des travaux d'installation, de réfection, de modification ou de réparation portant sur des systèmes de tuyauterie compris dans les suivants: ».

S.R., c. 154, a. 4, remp. **108.** L'article 4 de ladite loi est remplacé par le suivant:

102. Section 12 of the said act is amended: R.S., c. 153, s. 12, am.

(a) by striking out subparagraph *b* of paragraph 1;

(b) by striking out the words "qualification, competency," in the first line of subparagraph *c* of paragraph 1;

(c) by striking out subparagraph *d* of paragraph 1;

(d) by striking out the words "and examination" in the second line of subparagraph *e* of paragraph 1.

103. Section 17 of the said act is repealed. Id., s. 17, repealed.

104. Section 18 of the said act is repealed. Id., s. 18, repealed.

105. Section 32 of the said act is amended by replacing paragraph *f* by the following: Id., s. 32, am.

"(f) to owners of public buildings within the meaning of the Electricians and Electrical Installations Act for renovation, alteration or repair work in their buildings;".

106. The title of the Pipe-Mechanics Act (Revised Statutes, 1964, chapter 154) is replaced by the following: R.S., c. 154, title, replaced.

"An Act respecting piping installations".

107. Section 2 of the said act, amended by section 78 of chapter 51 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the first paragraph of paragraph 2 by the following: Id., s. 2, am.

"(2) The word "contractor" designates a person who, for another, carries out, or causes to be carried out, installation, renovation, alteration or repair work on piping systems included in the following:".

108. Section 4 of the said act is replaced by the following: R.S., c. 154, s. 4, replaced.

Devoirs.	« 4. Les devoirs de ces officiers sont de : 1° Percevoir les honoraires, tenir des registres, diriger les travaux des inspecteurs nommés en vertu de la présente loi et voir aux détails d'administration du bureau d'examineurs; 2° Préparer des rapports sur les opérations du bureau d'examineurs chaque fois qu'ils en sont requis par le ministre. »	“ 4. The duties of such officers shall be: Duties. (1) To collect fees, keep registers, direct the work of the inspectors appointed under this act and attend to the administrative details of the board of examiners; (2) To prepare reports on the activities of the board of examiners whenever they are required to do so by the Minister.”
S.R., c. 154, s. 5, ab.	109. L'article 5 de ladite loi, modifié par l'article 79 du chapitre 51 des lois de 1969, est abrogé.	109. Section 5 of the said act, amended by section 79 of chapter 51 of the statutes of 1969, is repealed. S.R., c. 154, s. 5, repealed.
Id., a. 6, ab.	110. L'article 6 de ladite loi, remplacé par l'article 80 du chapitre 51 des lois de 1969, est abrogé.	110. Section 6 of the said act, replaced by section 80 of chapter 51 of the statutes of 1969, is repealed. Id., s. 6, repealed.
Id., a. 7, ab.	111. L'article 7 de ladite loi, remplacé par l'article 81 du chapitre 51 des lois de 1969, est abrogé.	111. Section 7 of the said act, replaced by section 81 of chapter 51 of the statutes of 1969, is repealed. Id., s. 7, repealed.
Id., a. 10, ab.	112. L'article 10 de ladite loi, remplacé par l'article 83 du chapitre 51 des lois de 1969, est abrogé.	112. Section 10 of the said act, replaced by section 83 of chapter 51 of the statutes of 1969, is repealed. Id., s. 10, repealed.
Id., a. 11, ab.	113. L'article 11 de ladite loi, modifié par l'article 84 du chapitre 51 des lois de 1969, est abrogé.	113. Section 11 of the said act, amended by section 84 of chapter 51 of the statutes of 1969, is repealed. Id., s. 11, repealed.
Id., a. 13, ab.	114. L'article 13 de ladite loi, modifié par l'article 86 du chapitre 51 des lois de 1969, est abrogé.	114. Section 13 of the said act, amended by section 86 of chapter 51 of the statutes of 1969, is repealed. Id., s. 13, repealed.
Id., a. 14, ab.	115. L'article 14 de ladite loi est abrogé.	115. Section 14 of the said act is repealed. Id., s. 14, repealed.
Id., a. 15, remp.	116. L'article 15 de ladite loi, remplacé par l'article 87 du chapitre 51 des lois de 1969, est de nouveau remplacé par le suivant:	116. Section 15 of the said act, replaced by section 87 of chapter 51 of the statutes of 1969, is again replaced by the following: Id., s. 15, replaced.
Suspension de licences.	« 15. Lorsque le détenteur d'une licence omet de faire les modifications d'une installation de plomberie exécutée contrairement aux règlements, le bureau des examinateurs doit en faire rapport à la Régie instituée par la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (1975, chapitre 53) qui peut suspendre la licence du contrevenant. »	“ 15. Where the holder of a licence fails to make alterations to plumbing installations executed in contravention to the regulations, the board of examiners must report it to the board established by the Building Contractors Vocational Qualifications Act (1975, chapter 53) which may suspend the licence of the contravener.” Suspension of licence.

S.R., c.
154, s.
16, remp.

117. L'article 16 de ladite loi, modifié par l'article 88 du chapitre 51 des lois de 1969, est remplacé par le suivant :

Tarif
d'hono-
raires.

« **16.** 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut édicter, modifier, remplacer ou abroger le tarif des honoraires payables au bureau des examinateurs pour les inspections.

Percep-
tion.

2. Le bureau des examinateurs a seul le droit de percevoir les honoraires imposés et les amendes prévues par la présente loi; il doit remettre ces montants au ministre des finances.

Action
civile.

3. En outre des poursuites pénales ci-après prévues, une action peut être intentée pour recouvrer de tous les entrepreneurs les honoraires payables. »

S.R., c.
154, tit.
de sec. v,
ab.

118. Le titre de la section v de ladite loi, qui précède l'article 17, est retranché.

Id., a.
17, ab.

119. L'article 17 de ladite loi, remplacé par l'article 89 du chapitre 51 des lois de 1969, est abrogé.

Id., a.
18, remp.

120. L'article 18 de ladite loi, modifié par l'article 90 du chapitre 51 des lois de 1969, est remplacé par le suivant :

Infrac-
tions et
peines.

« **18.** Toute personne qui est trouvée coupable d'avoir enfreint une disposition de la présente loi est passible, en outre du paiement des frais,

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus quatre cents dollars;

b) dans le cas d'une corporation, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus mille dollars;

c) pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende dont le montant ne doit pas être inférieur ni supérieur au double des amendes prévues aux paragraphes a ou b, selon le cas. »

S.R., c.
154, a.
20, ab.

121. L'article 20 de ladite loi, modifié par l'article 91 du chapitre 51 des lois de 1969, est abrogé.

Id., a.
21, remp.

122. L'article 21 de ladite loi est remplacé par le suivant :

117. Section 16 of the said act, amended by section 88 of chapter 51 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

R.S., c.
154, s. 16,
replaced.

“**16.** (1) The Lieutenant-Governor in Council may decree, amend, replace or cancel the tariff of fees payable to the board of examiners for inspections.

Tariff of
fees.

(2) The board of examiners alone has the right to collect the fees imposed and the fines provided for by this act; the board must remit such amounts to the Minister of Finance.

Collec-
tion.

(3) In addition to the penal proceedings hereinafter provided for, an action may be taken to recover, from any contractor, the fees payable.”

Action
for fees.

118. The title of Division v of the said act, which precedes section 17, is struck out.

R.S., c.
154, title
of Div. v,
repealed.

119. Section 17 of the said act, replaced by section 89 of chapter 51 of the statutes of 1969, is repealed.

Id., s. 17,
repealed.

120. Section 18 of the said act, amended by section 90 of chapter 51 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

Id., s. 18,
replaced.

“**18.** Every person convicted of a contravention to a provision of this act is liable, in addition to the costs,

Penalties
for
offences.

(a) in the case of an individual, to a fine of not less than one hundred dollars nor more than four hundred dollars;

(b) in the case of a corporation, to a fine of not less than two hundred dollars nor more than one thousand dollars;

(c) for any subsequent offence within two years, to a fine the amount of which must not be less nor more than twice the fines provided in paragraph a or b, as the case may be.”

121. Section 20 of the said act, amended by section 91 of chapter 51 of the statutes of 1969, is repealed.

R.S., c.
154, s. 20,
repealed.

122. Section 21 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 21,
replaced.

Infraction et peine.

« 21. Quiconque viole une prescription d'un règlement adopté en vertu de la présente loi commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais,

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus quatre cents dollars;

b) dans le cas d'une corporation, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus mille dollars;

c) pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende dont le montant ne doit pas être inférieur ni supérieur au double des amendes prévues aux paragraphes a ou b, selon le cas. »

S.R., c. 154, a. 23, mod.

123. L'article 23 de ladite loi est modifié par la suppression, dans la cinquième ligne, des mots « possèdent les licences voulues et ».

Id., a. 24, remp.

124. L'article 24 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Pouvoir d'un inspecteur, etc.

« 24. Tout inspecteur nommé en vertu de la présente loi ainsi que tout membre de la Sûreté du Québec peut, s'il a raison de croire qu'une infraction a été commise à la présente loi dans l'exécution de travaux qu'elle vise, ordonner l'arrêt immédiat de ces travaux; il doit en aviser aussitôt le bureau des examinateurs. »

S.R., c. 154, a. 26, ab.

125. L'article 26 de ladite loi, modifié par l'article 92 du chapitre 51 des lois de 1969, est abrogé.

S.R., c. 155, a. 1, mod.

126. L'article 1 de la Loi des maîtres mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus, 1964, chapitre 155), modifié par l'article 95 du chapitre 51 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement du sous-paragraphe b du paragraphe 5° par le suivant :

« b) pour autrui, exécute ou fait exécuter des travaux d'installation, de réfection, de modification ou de réparation portant sur toute installation de tuyauterie; ».

Id., a. 5, mod.

127. L'article 5 de ladite loi est modifié par l'addition, dans la troisième ligne, après le mot « entièrement » de ce qui suit : « aux dispositions de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de

« 21. Any person who contravenes a provision of the regulations made under this act is guilty of an offence and liable, in addition to the costs,

Offence and penalty.

(a) in the case of an individual, to a fine of not less than one hundred dollars nor more than four hundred dollars;

(b) in the case of a corporation, to a fine of not less than two hundred dollars nor more than one thousand dollars;

(c) for any subsequent offence within two years, to a fine the amount of which must not be less nor more than twice the fines provided in paragraph a or b, as the case may be. »

123. Section 23 of the said act is amended by striking out the words "hold the required licenses and" in the fourth and fifth lines.

R.S., c. 154, s. 23, am.

124. Section 24 of the said act is replaced by the following :

Id., s. 24, replaced.

« 24. Any inspector appointed under this act and any member of the Québec Police Force, if he has reason to believe a contravention to this act has been committed in the carrying out of work contemplated by it, may order the immediate stoppage of work; he must notify the board of examiners of the fact without delay. »

Powers of inspector, etc.

125. Section 26 of the said act, amended by section 92 of chapter 51 of the statutes of 1969, is repealed.

R.S., c. 154, s. 26, repealed.

126. Section 1 of the Master Pipe-Mechanics Act (Revised Statutes, 1964, chapter 155), amended by section 95 of chapter 51 of the statutes of 1969, is again amended by replacing subparagraph b of paragraph 5 by the following :

R.S., c. 155, s. 1, am.

« (b) for another, carries out, or causes to be carried out, installation, renovation, alteration or repair work on any piping installation; ».

127. Section 5 of the said act is amended by adding after the word "entirely" in the third line, the following : "with the provisions of the Building Contractors Vocational Qualifications Act (1975, chapter

Id., s. 5, am.

construction (1975, chapitre 53) ainsi 53) and with".
qu' ».

S.R., c.
155, a. 8,
remp.

128. L'article 8 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Buts.

« **8.** Le but de la Corporation est d'augmenter la compétence et l'habileté de ses membres en vue d'assurer au public une plus grande sécurité et une meilleure protection au point de vue hygiène et santé, et réglementer leur discipline et leur conduite dans le métier, de faciliter et d'encourager leurs études, de leur permettre de discuter des questions les intéressant et de rendre en général à ses membres tous les services dont ils peuvent avoir besoin. »

S.R., c.
155, a.
10, remp.

129. L'article 10 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Sections
spéciales.

« **10.** Le conseil de la Corporation peut par règlement, établir des sections spéciales groupant ceux de ses membres qui détiennent un même type de licence délivrée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (1975, chapitre 53), définir le statut des membres de ces sections, leurs droits et obligations en tout ce qui concerne la Corporation et déterminer les conditions de leur admission dans la section. »

S.R., c.
155, a. 11,
mod.

130. L'article 11 de ladite loi est modifié :

a) par la suppression du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1°;

b) par la suppression, dans la première ligne du sous-paragraphe *c* du paragraphe 1°, des mots « la qualification, la compétence, » et, dans la deuxième ligne du même sous-paragraphe, des mots « la classification, »;

c) par la suppression du sous-paragraphe *d* du paragraphe 1°;

d) par la suppression, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe *e* du paragraphe 1°, des mots « et d'examen ».

Id., a. 16,
ab.

131. L'article 16 de ladite loi est abrogé.

Interpré-
tation.

132. Dans toute loi ou proclamation ainsi que dans tout arrêté en conseil, contrat ou document, un renvoi à la Loi des

128. Section 8 of the said act is replaced by the following:

R.S., c.
155, s. 8,
replaced.

Objects.

“**8.** The objects of the Corporation are to increase the proficiency and ability of its members so as to assure to the public greater security and protection with respect to health and hygiene, to regulate their discipline and professional conduct, to facilitate and promote their studies, to give them an opportunity of discussing their interests, and to render its members generally all the services they may need.”

129. Section 10 of the said act is replaced by the following:

R.S., c.
155, s. 10,
replaced.

Special
sections.

“**10.** The council of the Corporation may establish, by regulation, special sections grouping those of its members who hold the same type of licence issued under the Building Contractors Vocational Qualifications Act (1975, chapter 53), define the status of the members of such sections, their rights and obligations in all matters that concern the Corporation, and determine the conditions of their admission to the section.”

130. Section 11 of the said act is amended:

R.S., c.
155, s. 11,
am.

(a) by striking out subparagraph *b* of paragraph 1;

(b) by striking out the words “qualification, competency,” in the first line of subparagraph *c* of paragraph 1, and the word “classification,” in the second line of the same subparagraph;

(c) by striking out subparagraph *d* of paragraph 1;

(d) by striking out the words “and examination” in the second line of subparagraph *e* of paragraph 1.

131. Section 16 of the said act is repealed.

Id., s. 16,
repealed.

Interpre-
tation.

132. In any act, proclamation, order in council, contract or document, any reference to the Electricians and Electrical

électriciens et installations électriques est un renvoi à la Loi sur les installations électriques et un renvoi à la Loi des mécaniciens en tuyauterie est un renvoi à la Loi sur les installations de tuyauterie.

Installations Act is a reference to the Act respecting electrical installations, and any reference to the Pipe-Mechanics Act is a reference to the Act respecting piping installations.

Règle-
ments
continuent
d'être en
vigueur.

133. Les règlements concernant la qualification professionnelle des entrepreneurs adoptés en vertu de la Loi des électriciens et installations électriques (Statuts refondus, 1964, chapitre 152) ou de la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus, 1964, chapitre 154) restent en vigueur tant qu'ils ne sont pas abrogés, modifiés ou remplacés en vertu de la présente loi et relèvent de la compétence de la Régie.

133. The regulations concerning the vocational qualifications of contractors made under the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 152) or under the Pipe-Mechanics Act (Revised Statutes, 1964, chapter 154) shall remain in force until they are repealed, amended or replaced under this act and shall be under the jurisdiction of the board.

Regula-
tions to
remain
in force.

Paiement
des
dépenses.

134. Les dépenses de la Régie sont payées, pour l'exercice financier 1975/1976, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices subséquents, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.

134. The expenditures of the board shall be paid, for the 1975/1976 fiscal year, out of the consolidated revenue fund, and for subsequent fiscal years, out of the moneys granted annually for that purpose by the Legislature.

Payment
of expend-
itures.

Applica-
tion de
la loi.

135. Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre est chargé de l'application de la présente loi.

135. The Minister of Labour and Manpower shall have charge of the application of this act.

Applica-
tion of
act.

Entrée en
vigueur de
ss. 83-133.

136. Les articles 83 à 133 entreront en vigueur le 1^{er} avril 1980 ou à toute date antérieure fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

136. Sections 83 to 133 shall come into force on 1 April 1980 or on any earlier date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Coming
into force
of ss. 83-
133.

Entrée en
vigueur.

137. Sous réserve de l'article 136, la présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des articles exclus par cette proclamation lesquels entreront en vigueur à une date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil. (*)

137. Subject to section 136, this act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, except the sections excluded by such proclamation, which shall come into force on such later date as may be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. (*)

Coming
into force.

(*) La section I (articles 1 à 4), la section II (articles 5 à 24), la section VII (articles 58 à 65) et les articles 134 à 137 de cette loi sont entrés en vigueur le 13 août 1975 (Gazette officielle du Québec, 1975, page 5035).

Les articles 27 à 30, 32 à 34, 36 à 52, 66 à 68 et 70 à 82 sont entrés en vigueur le 15 novembre 1975 (Gazette officielle du Québec, 1975, page 5767).

Les articles 25, 26, 31, 35, 53 à 57 et 69 sont entrés en vigueur le 13 février 1976 (Gazette officielle du Québec, 1975, page 5767).

(*) Division I (sections 1 to 4), Division II (sections 5 to 24), Division VII (sections 58 to 65) and sections 134 to 137 of this act came into force 13 August 1975 (Gazette officielle du Québec, 1975, page 5035).

Sections 27 to 30, 32 to 34, 36 to 52, 66 to 68 and 70 to 82 came into force 15 November 1975 (Gazette officielle du Québec, 1975, page 5767).

Sections 25, 26, 31, 35, 53 to 57 and 69 came into force 13 February 1976 (Gazette officielle du Québec, 1975, page 5767).